

Introduction générale

« La République vue par une étrangère »

Isabelle Clair et Elsa Dorlin

« Parce qu'il traîne inmanquablement avec lui des morceaux d'autres vies, des bribes d'expérience et des réflexes d'ailleurs, de cet ailleurs où en théorie il peut retourner à tout moment, l'étranger porte au cœur du monde autochtone le type d'hétérogénéité et de diversité qu'on n'attend et qu'on ne tolère normalement qu'à distance. Même à son insu, son regard a un effet corrosif qui problématise ce que la proximité ou l'appartenance rendent évident, donc inaccessible à la pensée, et relativise les certitudes qui peuplent le monde où il s'installe et souvent, par un effet de retour, de celui qu'il a quitté. »

—Eleni Varikas (2001).

Née en Grèce, Eleni Varikas est venue pour la première fois en France en 1968. Elle avait dix-neuf ans. Son père, journaliste et militant de gauche, l'avait encouragée à s'y rendre : la grève générale était annoncée – un moment historique à ne pas manquer. La Patrie des Droits de l'Homme, imaginée depuis la dictature des colonels « comme ce qui manque chez-nous » (Varikas, 2001) s'est alors faite réalité concrète. Elle est devenue au cours des années 1970 un lieu de vie, d'étude et de militantisme au gré de plusieurs allers et retours entre Athènes et Paris.

Après de premières recherches sur le mouvement ouvrier, Eleni Varikas entame en 1981 une thèse de doctorat sous la direction de Michelle Perrot. L'expérience de la dictature, celles de la répression et de l'effacement systématique de pans entiers du passé collectif, nourrissent son désir de connaissance : la recherche historique est une arme pour lutter contre l'enfouissement de « l'histoire des vaincus »

(Benjamin, 2013). C'est également l'expérience d'un militantisme clivé, en Grèce comme en France, entre engagement syndical et engagement féministe, qui nourrit son intérêt pour la mise au jour de « traditions cachées » (Arendt, 1987) jusque dans les rangs amis. L'esprit critique d'Eleni Varikas s'est ainsi d'abord forgé auprès de sa propre conscience militante, entre résistance à l'autoritarisme et au nationalisme, et révolte féministe.

La découverte d'une pétition en faveur de l'éducation des femmes parue en Grèce au XIX^e siècle dans *Le Journal des dames*, et signée par deux mille trois cents femmes, l'intrigue. Elle qui a participé à la création du mouvement féministe en Grèce au début des années 1970 cherche dans sa thèse à retisser entre le passé et le présent les fils d'une contestation invisibilisée. L'article qui ouvre ce recueil, présenté par Michelle Perrot, revient sur cette recherche qui a notamment introduit la notion de « conscience de genre » : par là, il faut entendre ce qui, en deçà d'un processus de « conscientisation », constitue le creuset de tout événement féministe ; il se matérialise, dans un contexte historique précis, par un rejet des normes, des significations et des valeurs sociales communément admises, l'invention de nouvelles perceptions de soi, d'empathie et de solidarité pour ses paires, un sentiment de révolte, des actes hétérodoxes et des actions contestataires. Cet ensemble complexe finit par dessiner les contours d'un sujet politique. À la fin des années 1820 en Grèce, Eleni Varikas repère cette conscience de genre, ce « Nous, les femmes » déjà perceptible, qui peut alors s'inscrire dans la genèse d'un mouvement féministe grec – lequel ne s'identifiera comme tel que dans les dernières années du XIX^e siècle.

Or, l'un des apports majeurs de la pensée politique d'Eleni Varikas réside précisément dans la finesse de ce travail de problématisation parvenu à cibler ce qui relève déjà du « politique » dans les expériences singulières, les vécus subjectifs et les consciences individuelles : ces graines de révolte qui germent avant même la constitution de collectifs et de mouvements dans lesquels se partageront des récits de vie susceptibles de se transformer en mots d'ordre et d'élaborer des agendas militants. Selon l'introduction que consacre Martine Leibovici au texte « "Le personnel est politique" : avatars d'une promesse subver-

sive» (1996), Eleni Varikas a su voir dans ces expériences une déviance que l'on pourrait qualifier de subjective – une déviance au regard des normes sociales, des grands récits qui taisent ces expériences ou les rendent inaudibles, des prismes à travers lesquels une société enjoint ses membres à se penser, à s'évaluer, à se juger « normal-e ». Ainsi, le slogan « Le personnel est politique », loin d'inviter à un féminisme où le partage des expériences singulières de la domination (et des résistances à la domination) se fige dans un récit homogène d'une émancipation toute tracée et valable pour toutes les femmes, doit au contraire être compris comme l'effort constant pour saisir le politique dans ses multiples et différents points d'irruption – ce qui, pour une part, a rendu les collectifs de pensée féministes auxquels Eleni Varikas a participé si créatifs et allergiques à tout dogmatisme. Cet effort continu de sa part caractérise en propre son positionnement dans le paysage intellectuel : celui d'une théorie féministe qu'elle situe « à l'intérieur de la pensée critique [...] dépouillée de ses biais masculinistes », explique Sonia Dayan-Herzbrun dans son introduction pour cet ouvrage à l'article « Choses importantes et accessoires. Expérience singulière et historicité du genre » (2004).

À l'issue de la thèse, soutenue en 1986 à l'université Paris-7, un nouveau moment historique se profile : la célébration nationale du bicentenaire de la Révolution française. Eleni Varikas anime alors un séminaire consacré aux difficultés d'accéder à la subjectivité des femmes subalternes, aux côtés d'autres anciennes thésardes de Michelle Perrot, Michèle Riot-Sarcey et Christine Planté. C'est pour elle l'occasion de continuer un travail de lecture, entamé plus tôt, des écrits d'Olympe de Gouges (dont elle a traduit en grec *La déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* [Varikas & Scлавeniti, 1981]), et de découvrir d'autres auteures féministes, notamment saint-simoniennes et quarante-huitardes : Claire Démar, Jeanne Dérouin.

Olympe de Gouges demeure un personnage central de sa pensée, comme en témoigne l'introduction d'Antonio Negri à « Pour avoir oublié les vertus de son sexe. Olympe de Gouges et la critique de l'universalisme abstrait » (1993). C'est une figure politique majeure tout autant que le personnage tragique d'une Modernité qui aiguise une

modalité inédite de domination rendant les expériences des femmes, des indigent-es, des juif-ves et des esclaves à proprement parler commensurables. Or, quelques années à peine après 1989, au lendemain de la commémoration et de la construction renouvelée d'une mythologie nationale, c'est depuis une position marginale qu'Eleni Varikas, intellectuelle étrangère, produit ce travail d'analyse critique parce que décentrée, qui lui permet de voir ce qui se trame à l'ombre des Lumières. Elle débat, écrit sur les luttes des oublié-es de la Révolution, mais aussi sur les luttes idéologiques qui se sont soldées, au sein même des assemblées constituantes révolutionnaires, par la victoire d'une certaine conception de l'universalisme dit « abstrait » (mais de fait nationalisé, bourgeois, genré et racisé), aux dépens d'autres. Eleni Varikas redouble de ce point de vue la figure de la féministe « rabat-joie » (Ahmed, 2012 [2010]) qui empêche la fête de se tenir, qui embête les convives et qui ose le faire alors qu'elle n'appartient pas à la « famille », à la communauté nationale, transformant ainsi sa marginalité en ressource épistémique.

Rabat-joie peut-être, mais penseuse joyeuse, sans aucun doute : Eleni Varikas demeure l'une des intellectuelles contemporaines qui a offert une lecture originale, érudite et ironique de l'histoire de la pensée politique. Elle est l'une des rares spécialistes de la pensée classique, aux côtés de Carole Pateman, à proposer une lecture des textes fondateurs de la philosophie politique qui ne tait pas les impensés, les idioties, les incohérences, les contradictions des grands penseurs sur les femmes. Il n'est jamais question de les dénoncer comme des « écarts » à leurs pensées, des « erreurs » dues aux prétendues mœurs de leur époque, mais de les incorporer à la lecture de leurs œuvres comme un élément nécessaire à leur compréhension. Dégageant ainsi ce qui constitue une matrice du corpus de la reconceptualisation du patriarcat moderne : le recours non seulement à la Nature, mais plus fondamentalement encore le recours à la naturalisation. Par naturalisation, il faut entendre la nécessité pour ces philosophes de produire du naturel, de naturaliser des rapports de pouvoir afin d'édifier une frontière hermétique entre « le privé » et « le politique » ; il s'agit au fond de légitimer un territoire d'exception aux pensées de l'émancipation

et à la liberté moderne où pourront être reléguées les femmes, et de rendre inaccessible (et impensable) à ces êtres monstrueuses le pouvoir de gouverner des hommes. Michael Löwy réunit les principaux arguments de la critique adressée à « deux siècles de théorie politique moderne » dans son introduction à « Naturalisation de la domination et pouvoir légitime dans la théorie politique classique », publié par Eleni Varikas en 2000. Revenant aux Lumières quelques années plus tard, cette dernière met en place le même protocole critique à propos de l'esclavage, cet « impensé » des philosophies du contrat social, dans « "L'institution embarrassante". Silence de l'esclavage dans la genèse de la liberté moderne » (2003), introduit pour cet ouvrage par Keith McClelland.

Eleni Varikas ne craint pas non plus d'adresser la critique à ses propres communautés intellectuelles et politiques. Elle interpelle ainsi régulièrement les féministes françaises quand celles-ci se montrent frioleuses à l'égard du genre, un concept étranger déclaré intraduisible, accusé de concurrencer des concepts locaux en mal de visibilité dans leur propre pays. Si elle pense nécessaire qu'un débat ait lieu concernant les effets possibles de ses usages, du fait notamment que le genre « tend à hypostasier le sexe en lui attribuant une essence immuable sur la base de laquelle viendrait se construire le social », elle ajoute : « mais pour en débattre, il faut préalablement considérer [l'objection] pour ce qu'elle est, c'est-à-dire comme une objection théorique qui tire sa validité d'une argumentation généralisable, et non de l'autorité d'une structure fermée de la langue » (Varikas, 2006 : 32). Soucieuse de créer un monde commun, c'est elle qui a d'abord traduit le célèbre article de Joan Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », deux ans après sa publication originale (Scott, 1988 [1986]). Passeuse de théories, elle fait voyager les concepts au gré de ses propres déplacements, et restitue toujours les débats dans leur contexte d'énonciation, n'oubliant jamais la dimension nationale (voire nationaliste) de certains de leurs contenus. Ces déplacements géopolitiques et culturels, ces décentrement qui provincialisent les vieux et nouveaux mondes s'articulent toujours avec des décentrement historiques. L'un des apports majeurs de la critique d'Eleni Varikas réside en effet dans

son travail d'historicisation : ce qui est en question, en débat relève de ce qu'en aura retenu l'histoire des vainqueurs ; il s'agit alors d'opérer le travail archivistique et théorique qui consiste à déplacer les termes mêmes dans lesquels se sédimentent des polémiques depuis l'archive des vaincu-es, depuis les traces effacées, les textes oubliés, les paroles et les pensées de celles et ceux qui, au travers de leurs luttes, révèlent les antagonismes et font à proprement parler histoire. Eleni Varikas incarne une position remarquable au sein de la pensée critique héritière du matérialisme historique et au sein des courants matérialistes féministes ; plus intéressée par l'explicitation des « questions conflictuelles » que par la fidélité récitative à tel ou tel corpus théorique national, cette position « libère la réflexion et ouvre le débat » au risque de fâcher – en prenant le risque de fâcher – et dès lors d'être remise à la périphérie de l'histoire nationale de la pensée, ainsi que l'écrit Elsa Dorlin dans son introduction à « Féminisme, modernité, postmodernisme. Pour un dialogue des deux côtés de l'Océan » (1993).

Corrosif, le regard d'Eleni Varikas l'est encore à propos de la loi française sur la parité en politique. Elle écrit plusieurs textes sur le sujet dont nous reproduisons ici le moins accessible : « Une citoyenneté "en tant que femme" ? Éléments du débat européen : parité vs. égalité » (1997), introduit par Catherine Achin. Contre « la reconnaissance institutionnelle de la dualité », dans ce texte Eleni Varikas invite notamment à lutter pour une reconnaissance de « la multiplicité » : parce que les groupes opprimés sont divers et parce qu'il est nécessaire pour chacun-e de pouvoir « choisir soi-même les appartenances et les loyautés multiples et mouvantes autour desquelles se construit la contribution des citoyens aux affaires de la cité ». Sur cette question spécifique comme dans l'ensemble de ses recherches consacrées aux « figures du paria », qui donnent lieu à la publication, en 2007, d'un nouveau livre, *Les rebuts du monde*, Eleni Varikas formule « la difficulté » et lance « le défi » qui « consistent à penser simultanément la diversité du groupe rejeté hors de l'humanité par une construction hiérarchique et la singularité de l'individu qui ne rentre pas, et pour cause, dans la définition du groupe auquel il/elle est assignée » (2007 : 14). Elle veut comprendre ce que signifie pour des femmes, des prolétaires, des juif-ves,

des Noir·es de se définir comme parias. L'étude des figures du paria s'étend sur près de deux décennies durant lesquelles Eleni Varikas devient maître de conférences à l'université Paris 8 (1991), puis professeure de science politique (2006). Son expérience pédagogique joue un rôle important dans le développement de ses recherches : alors qu'elle enseigne dans un établissement héritier du Centre universitaire expérimental de Vincennes, implanté à Saint-Denis, une ville de banlieue marquée par une forte ségrégation raciale et de classe, elle rencontre la dénégation de la race dans les cours de théorie politique de la majorité de ses collègues. Une dénégation contre laquelle viennent buter le récit et l'analyse du racisme produite par ses étudiant·es « nés du mauvais côté de l'universel » (Varikas, 2006 : 5).

Tous les textes qui composent cet ouvrage nous ont paru les plus pertinents pour éclairer l'itinéraire intellectuel d'Eleni Varikas. Ces textes ont structuré nos réflexions, ils les ont enrichies, et ils nourrissent nos engagements. Ils ont été choisis, en dialogue avec leur auteure, pour leur représentativité thématique et leur exhaustivité chronologique. Ils permettent de former un ensemble qui restitue sa pensée politique et ils témoignent de l'originalité et de la centralité de sa contribution théorique aux études féministes et aux études de genre, comme à l'histoire et à la science politique. Cet ouvrage tente de donner corps aux compagnonnages intellectuels et affectifs tissés par et autour d'Eleni Varikas : le choix des articles et des interventions, qui étaient pour une part devenues introuvables, celui des personnes qui ont eu la générosité d'introduire les textes, comme l'agencement général du livre incarnent le dialogue continué qu'elle a toujours su rendre possible entre les disciplines, les générations, les traditions critiques et les luttes sociales.